

Consultations prébudgétaires 2018
Comité permanent des finances de la Chambre des communes

À propos de la campagne ONE

ONE est une organisation internationale de campagne et de plaidoyer soutenue par plus de 8 millions de personnes dans le monde qui agissent pour en finir avec l'extrême pauvreté et les maladies évitables, particulièrement en Afrique. Sans motivation partisane politique, ONE a été cofondé par Bono, chanteur du groupe U2, pour sensibiliser l'opinion publique et presser les dirigeants politiques de combattre le SIDA et d'autres maladies évitables, d'accroître les investissements dans l'agriculture et la nutrition, et d'exiger une plus grande transparence financière des programmes de lutte contre la pauvreté.

Faire en sorte que l'éducation fonctionne pour chaque fille

Sommaire

Avec une contribution de seulement 2 cents par Canadien, nous avons la possibilité de combler l'écart en matière d'éducation. Elles seraient 130 millions de filles dans le monde à ne pas avoir accès à l'école, non pas parce qu'elles ne veulent pas y aller, mais bien parce qu'on leur refuse le droit de fréquenter l'école. Les responsables de la Campagne ONE collaborent avec leurs 8 millions de membres du monde entier pour envoyer un message clair aux dirigeants mondiaux : chaque fille devrait avoir droit à une éducation de qualité.

Dans le budget de 2018, le Canada devrait augmenter la part de ses investissements consacrés à l'éducation mondiale. Assurer l'éducation de chaque fille n'est pas seulement la chose sensée à faire, c'est également une contribution avisée qui procure des retombées économiques à des communautés entières. Ce nombre de 130 millions représente une perte massive de potentiel économique et social. Dans le présent mémoire, nous expliquerons à votre honorable comité pourquoi le Canada devrait accroître ses contributions à l'aide bilatérale et multilatérale qui est allouée à l'éducation.

La Commission de l'éducation estime que d'ici 2030 la moitié des emplois dans le monde –soit environ 2 milliards–devraient disparaître en raison de l'informatisation, de la connectivité et de l'automatisation. La Banque mondiale prévoit que l'écart sera encore plus grand pour les économies en développement. Si nous échouons à engager les ressources et le capital politique pour contrer la crise en cours liée à l'apprentissage et au développement de compétences, cela pourrait avoir une incidence dévastatrice sur les économies qui sont déjà en difficulté.

Pour répondre à l'ampleur des besoins financiers, ONE estime qu'il faudra environ 40 milliards de dollars US en 2020, soit plus du double des niveaux de financement de 2015. Pour y parvenir, 62 % doivent provenir de l'aide publique au développement (APD) et les 38 % restants de mécanismes de financement innovants.

Le Canada ne peut pas y parvenir seul. Nous devons toutefois contribuer en investissant 632 millions de dollars US supplémentaires sur trois ans, ce qui représente environ 2 cents par Canadien, par jour. Deux cents supplémentaires nous aideraient à faire avancer le programme à l'horizon 2030 et à offrir à chaque fille la chance de réaliser son plein potentiel.

Faire en sorte que l'éducation fonctionne pour chaque fille

Le Canada a déployé des efforts significatifs pour préparer son économie pour l'avenir en investissant dans le développement des compétences, de l'innovation et des infrastructures. Cette stratégie novatrice et prospective n'a pas encore eu de portée sur nos programmes internationaux de développement et n'a pas encore exploité les possibilités de l'investissement du Canada sur la prochaine génération de dirigeants et les débouchés mondiaux.

Le Canada a consacré à juste titre son attention sur l'égalité des sexes, avec la publication de la nouvelle politique d'aide internationale et en s'assurant que nos programmes placent les femmes et les filles au centre de leurs stratégies. ONE convient qu'il s'agit de la meilleure approche à adopter, la lutte contre l'extrême pauvreté est directement liée à la lutte pour l'égalité des sexes et l'autonomisation. Nous devons maintenant passer à la prochaine étape.

Le premier ministre Trudeau reconnaît que la « pauvreté est sexiste »¹, et nulle part ailleurs ce fait est plus évident que dans l'accès à l'éducation : 130 millions de filles dans le monde entier ne peuvent pas aller à l'école, non pas parce qu'elles ne veulent pas y aller, mais bien parce qu'on leur refuse le droit de fréquenter l'école. L'éducation est l'une des interventions les plus efficaces et elle est fondamentale pour sortir des millions de personnes du cycle de l'extrême pauvreté. Dans le cadre de l'adoption de la nouvelle « Politique d'aide internationale féministe », la ministre Bibeau a clairement précisé que l'accès à une éducation de qualité doit être respectée comme partie intégrante de la vision féministe du Canada. Assurer l'éducation de chaque fille n'est pas seulement la chose sensée à faire, c'est également une contribution avisée qui procure des retombées économiques à des communautés entières.

Les arguments en faveur d'investissements dans l'éducation : Pourquoi maintenant?

Le continent africain est sur le point de connaître une transition démographique. D'ici 2050, le continent abritera près des deux cinquièmes des jeunes de l'humanité, la part de la population de l'Afrique subsaharienne en âge de travailler devrait tripler et passer à 1,25 milliard et sa population devrait s'établir à plus de 2 milliards². Le potentiel d'un « *dividende démographique* » peut offrir d'immenses possibilités économiques pour l'Afrique et pour le monde. Mais on ne peut tirer parti de ces possibilités que si nous agissons maintenant. S'assurer que chaque fille a accès à une éducation de qualité est une des mesures que nous devons prendre pour veiller à ce que l'Afrique réalise son plein potentiel économique.

Selon la Commission pour l'éducation, au cours des décennies à venir, les économies dépendront de plus en plus de leurs ressources intellectuelles pour développer de nouvelles technologies et des solutions innovantes aux problèmes mondiaux. L'évaluation des entreprises reposera davantage sur le capital humain que sur le capital physique³. Nous constatons que

¹ <http://globalnews.ca/news/2902602/justin-trudeau-joins-gender-inequality-campaign-says-poverty-is-sexist/>

² Fonds monétaire international, 2015, « Comment l'Afrique subsaharienne peut-elle tirer parti du dividende démographique? » file:///C:/Users/Client/Downloads/sreo0415f%20(2).pdf

³ La Commission pour l'éducation. 2016. « Achieving a Learning Generation The role of Business » <http://report.educationcommission.org/report/> (en anglais seulement)

certaines de ces tendances se confirment avec le commerce électronique et les nouvelles technologies, les services de partage et les véhicules autonomes, pour donner quelques exemples. Le Canada a fait un pari avisé sur ces tendances en investissant massivement sur le développement de nouvelles compétences et l'innovation dans la connectivité et les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STIM) pour préparer son économie pour l'avenir.

La Commission pour l'éducation estime que d'ici 2030 la moitié des emplois dans le monde –soit environ 2 milliards –devraient disparaître en raison de l'informatisation, de la connectivité et de l'automatisation. La Banque mondiale prévoit que l'écart sera encore plus grand pour les économies en développement. Les lacunes en matière de connectivité pourraient coûter aux pays développés 80 % des emplois actuels⁴. Si nous échouons à engager les ressources et le capital politique nécessaires pour contrer la crise en cours liée à l'apprentissage et au développement de compétences, cela pourrait avoir une incidence dévastatrice sur les économies qui sont déjà en difficulté.

Cet effet dévastateur sur l'économie de l'Afrique peut avoir une incidence pas seulement sur le développement économique et les progrès actuels dans la réalisation d'objectifs en matière de santé. Conjugué à l'absence de débouchés pour les jeunes, le chaos économique risque également d'accroître l'instabilité dans des régions déjà fragiles, comme le Sahel, un bastion de Boko Haram, un groupe fondamentalement opposé à l'éducation et à l'égalité des sexes.

Un investissement dans l'éducation est un investissement minime qui peut nous aider à préparer ces économies au dividende démographique et leur offrir la possibilité de réussir. Chaque dollar investi dans une année d'école supplémentaire génère environ 10 dollars de bénéfices financiers et sanitaires dans les pays à faibles revenus. La Commission pour l'éducation estime également qu'environ un tiers des réductions de la mortalité adulte depuis 1970 peut être attribué à des avancées dans l'éducation des filles et des jeunes femmes⁵. Une année supplémentaire de scolarité pour les filles génère une hausse des salaires de près de 12 %⁶, et pour moins du coût d'une miche de pain quotidienne, nous pouvons faire en sorte que chaque fille réalise son plein potentiel.

Pourquoi l'éducation a-t-elle besoin d'un financement supplémentaire?

Le pourcentage de l'aide internationale affecté à l'éducation a diminué depuis 2002, passant de 13 % à 10 %⁷, alors que les pourcentages d'autres secteurs ont augmenté. Des investissements dans la santé, l'agriculture et la sécurité alimentaire font tous partie intégrante de l'approche

⁴ Groupe de la Banque mondiale. 2016. « Rapport sur le développement dans le monde 2016 : les dividendes du numérique »

<http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/527621468195004729/pdf/102724-WDR-WDR2016Overview-FRENCH-WebResBox-394840B-OUO-9.pdf>

⁵ La Commission pour l'éducation. 2016. « La génération d'apprenants Investir dans l'éducation pour un monde en pleine évolution » file:///C:/Users/Client/Downloads/Learning_Generation-FR-1%20(1).pdf

⁶ Banque mondiale, 2014,

<http://documents.worldbank.org/curated/en/830831468147839247/pdf/WPS7020.pdf>

⁷ La pauvreté est sexiste : L'éducation des filles - passeport pour un avenir plus stable et plus prospère et une meilleure santé https://s3.amazonaws.com/one_org_international/fr/wp-content/uploads/2017/05/17144948/one_Leducation-des-filles_lowres.pdf

exhaustive nécessaire pour atteindre les objectifs du développement durable d'ici 2030, et ce n'est vraiment pas le moment de lever le pied de l'accélérateur sur ces questions urgentes. Pour combler le déficit de financement de l'éducation, les donateurs et les gouvernements nationaux doivent travailler en collaboration pour accroître les ressources consacrées à une éducation plus vaste et de meilleure qualité.

Pour répondre à l'ampleur des besoins financiers, ONE estime qu'il faudra environ 40 milliards de dollars US en 2020, soit plus du double des niveaux de financement de 2015⁸. Pour y parvenir, 62 % doivent provenir de l'aide publique au développement (APD) et les 38 % restants de mécanismes de financement innovants, comme la facilité internationale de financement pour l'éducation qui a fait l'objet de discussions dans le cadre des réunions du Sommet du G20, à Hambourg, et dont on étudie actuellement la mise en œuvre.

Le monde a pu compter sur le soutien du Canada dans le contexte de la santé mondiale. Notre soutien en faveur du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, de la santé maternelle et infantile et de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) a un impact significatif et profite aux Canadiens. Ces investissements permettent de sauver des vies, de contrôler la propagation de maladies évitables et génèrent également des possibilités innovatrices telles que la recherche et le développement par le Canada du vaccin anti-Ebola^{9 10} et la production canadienne de plus de 8 milliards de capsules de vitamine A distribuées dans le monde entier¹¹.

Avec les niveaux de financement actuels, le Canada n'est pas en mesure de jouer un rôle de premier plan ni de fournir des ressources adéquates pour faire en sorte que chaque fille ait accès à une éducation de qualité. Le Canada en tant que chef de file en matière d'égalité des sexes doit relever ce défi. Nous sommes passés du 6^e au 11^e rang des pays donateurs à l'APD en à peine 3 ans, et notre part actuelle de l'APD, un ratio ADO/RNB (revenu national brut) de 0,26 %, est loin de la norme de 0,7 %. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Danemark, parmi les autres donateurs, ont déjà atteint, et dans certains cas, dépassé la référence de 0,7 %.

Nous ne prétendons pas qu'il s'agit de la seule solution. La société civile, les partenaires de développement et les gouvernements africains doivent également travailler en collaboration sur place pour s'assurer que les ressources intérieures sont mobilisées pour financer les soins de santé et l'éducation, renforcer les capacités locales, lutter contre la corruption, améliorer les infrastructures, accroître les investissements du secteur privé et accorder la priorité à la création d'emplois.

Le rôle du Canada dans la promotion de l'éducation des filles

Nous demandons au Canada de faire de l'éducation des filles une priorité financière et au niveau des politiques et des programmes dans le budget de 2018. Cette contribution à l'éducation peut

⁸ Ibidem

⁹ Les résultats finaux des essais confirment la bonne protection apportée par le vaccin anti-Ebola <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2016/ebola-vaccine-results/fr/>

¹⁰ <https://www.theglobeandmail.com/technology/science/canadian-vaccine-for-ebola-virus-proves-extremely-effective-in-clinical-trial/article33416753/>

¹¹ Nutrition International: Vitamin A timeline <http://www.littleredcapsule.ca/> (en anglais seulement)

également aider le Canada à revenir pour prendre des mesures afin d'augmenter constamment l'aide publique au développement.

Le Canada ne peut pas y parvenir seul. Nous devons toutefois assumer notre juste part de financement, développer nos programmes et fournir une assistance technique aux pays partenaires. Voici donc nos recommandations pour verser nos contributions de deux cents :

- I. **Le Canada devrait prendre des mesures pour augmenter l'APD**, dans le but de contribuer à un doublement général de l'aide internationale à l'éducation d'ici 2020, en ciblant les personnes ayant le plus besoin d'aide. Un accroissement des ressources allouées à l'éducation devrait s'inscrire dans une hausse de l'enveloppe de l'aide internationale du Canada, à compter de 2018. Le programme ambitieux du Canada en matière de développement ne peut être mis en œuvre qu'en assumant notre juste part à l'APD. **Nous proposons une voie à suivre pour atteindre cet objectif au cours de trois exercices avec un investissement supplémentaire de 632 millions de dollars US au-dessus des niveaux de l'APD de 2015 à l'éducation. Le décaissement proposé par exercice est de 442 millions de dollars US en 2018, 513 millions de dollars US en 2019 et 592 millions de dollars US en 2020. L'objectif est d'atteindre un total de 1,547 milliard de dollars US d'APD à l'éducation. Cet investissement permettra au Canada de maintenir son rôle de chef de file en contribuant à scolariser toutes les filles et les faire apprendre d'ici 2030.**
- II. **Le tiers du financement bilatéral du Canada devrait être acheminé par le biais de mécanismes multilatéraux**, comme le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) et l'Éducation ne peut attendre (EPA). Le Canada contribue à l'heure actuelle 18 % de son APD à l'éducation par le biais des organisations de développement multilatérales. Ce pourcentage devrait augmenter à un tiers (33,33 %) d'ici 2020 pour faire en sorte que les plus pauvres et les plus vulnérables dans les pays à faibles revenus et dans les contextes fragiles puissent avoir accès à une éducation de qualité.
- III. **Le pays et les partenaires de la société civile devraient collaborer avec les pays à revenu faible à intermédiaire inférieur** afin de prendre des mesures pour accroître les dépenses publiques intérieures globales. Les gouvernements des pays à revenu faible à intermédiaire inférieur devraient accroître les budgets nationaux alloués à l'éducation pour atteindre 5,8 % du PIB.

L'investissement supplémentaire de 632 millions dollars US équivaut à environ 2 cents par Canadien, par jour. Avec seulement 2 cents, nous pouvons avoir un impact significatif sur la vie de millions de filles dans le monde. Des responsables de la campagne ONE collaborent avec des Canadiens d'un océan à l'autre pour diffuser ce message auprès des Canadiens et leur demander de verser leur contribution de deux cents.

Il existe une documentation complémentaire pour éclairer les membres du Comité, nos rapports intitulés « La pauvreté est sexiste : L'éducation des filles - passeport pour un avenir plus stable et plus prospère et une meilleure santé » et « Le siècle de l'Afrique » sont tous deux disponibles en français et en anglais. En qualité de responsables de la campagne ONE, il nous tarde d'avoir

l'occasion de présenter cette proposition audacieuse aux membres honorables du Comité permanent des finances.